

Le rôle économique, social et environnemental du CSE

- | | | |
|--|---|---|
| <p>➔ Durée de la formation</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 jours (35 heures) | <p>➔ Prérequis demandé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aucun | <p>➔ Format de l'animation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présentiel / Distanciel • Hybridation possible |
| <p>➔ Public visé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Membres élus du CSE • Représentants syndicaux | <p>➔ Tarif du cours</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur devis uniquement | <p>➔ Intervenant (formateur)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Juriste en droit social
Expert des CSE |

Objectifs pédagogiques

- Connaître le fonctionnement d'un CSE
- Savoir organiser ses affaires courantes
- Comprendre son rôle économique
- Appréhender les questions sociales
- Agir sur les questions environnementales
- Conduire une politique sociale et responsable

Agrément et certifications



Contenu de la formation

Jour 1

L'HISTOIRE DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

- Naissance du CSE en 2017
- Différences entre CSE, CSEEC et CSEEC
- Particularités de l'UES
- Le conseil d'entreprise (spécificité)
- Les effets de seuils (commissions obligatoires...)
- Durée des mandats
- Subrogation ponctuelle et définitive

LE STATUT DE PERSONNE MORALE DU CSE

- Autonomie financière et juridique
- Liberté d'expression et de promotion
- Responsabilité collective, individuelle, civile et pénale
- Recours amiable, administratif et judiciaire
- Assurances en responsabilité civile et pénale
- Le patrimoine du CSE
- Le statut protecteur des élus du personnel

LA REPRÉSENTATION DU PERSONNEL

- Les élus du personnel (titulaires et suppléants)
- Le bureau du CSE (désignation et destitution)
- Le président du CSE
- Les collaborateurs du président
- Les membres et présidents de commission
- Les représentants de proximité
- Les représentants syndicaux
- Particularité du mandat de délégué syndical

FONCTIONNEMENT DE L'INSTANCE

- Prérogatives économiques, sociales et environnementales du CSE
- Surveiller la marche générale de l'entreprise
- Droit d'alerte économique
- Amélioration des conditions de travail
- Droit d'alerte sociale
- Lutter contre les inégalités, les discriminations
- Gestion des réclamations
- Droit d'alerte en cas d'atteinte au droit des personnes

FONCTIONNEMENT DE L'INSTANCE (SUITE)

Jour 2

- Les rôles principaux des membres du bureau au sein du CSE

- Secrétaire du CSE
- Trésorier du CSE
- Président du CSE
- Légiférer son fonctionnement (règlement intérieur du CSE)

- Les réunions du CSE

- Convocation
- Ordre du jour
- Procès-verbal des réunions

- Déroulement des séances

- Présentiel, distanciel (recours à la Visio)
- Planification / anticipation / dispos
- Ouverture, clôture de la séance
- Enregistrement des débats
- Suspension de séance
- Épuisement de l'ordre du jour

LES MOYENS D'ACTION DE L'INSTANCE

- Politique de visibilité du CSE
- Implication des élus (temps et disponibilité)
- Les outils de communication
- Le local du CSE
- La BDESE et confidentialité des données
- Le recours aux experts

- Financement des expertises
- Présence aux réunions
- Dotations budgétaires
- Les accréditations bancaires
- Organiser la gestion courante des budgets
- Le droit à la formation

ORGANISATION DES ENTREPRISES

- Principales formes des entreprises
- Structuration de l'entreprise
- Opérations de concentration
- Les différentes instances de gouvernance

- Les politiques de sauvegarde économique
- Stratégie et développement de l'entreprise
- Orientations stratégiques
- Maintien de la compétitivité

ANALYSE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE L'ENTREPRISE

- Champ lexical
- Indicateurs de performance (KPI)
- Les différents postes de résultat
- La valeur ajoutée

- Excédent brut d'exploitation (EBE)
- Bénéfice net
- Dividendes

Jour 3

POLITIQUE SOCIALE DE L'EMPLOI ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

- Architecture des rémunérations
- Réduction des écarts de traitement F/H
- Stabilité des emplois
- La formation professionnelle

- Absentéisme et turnover
- Accidents de travail
- Maladies professionnelles
- L'épargne salariale

ENGAGEMENT EN MATIÈRE DE QUALITÉ DE VIE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (QVTC)

- Cadre réglementaire de la QVTC
- Axes prioritaires de la QVTC
- Les pratiques managériales
- La conduite des transformations

- Les rythmes de travail
- Équilibre vie professionnelle et privée
- Les 4 axes en faveur d'une santé au travail

PROCESSUS CONSULTATIF

- Consultation périodique
- Rappel des consultations obligatoires
- Consultation ponctuelle

- 5 aspects légaux d'une consultation loyale
- Les délais légaux ou négociés

Jour 4

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE ET SOCIALE DES ENTREPRISES

- Appliquer les normes de référence de la RSE
- Panorama des réglementations
- Les principaux référentiels et labels
- Green Deal/ Greenwashing
- 7 questions centrales ISO 26000

AUDITER LA POLITIQUE GÉNÉRALE EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE DE L'ENTREPRISE

- Évaluation et certification en matière de RSE
- Prévention et gestion de la production de déchets
- Postes d'émissions directes GES
- Bilan GES ou présentation de la DPEF

INNOVER PAR ET POUR LA RSE (AXE SOCIAL, SOCIÉTAL ET ENVIRONNEMENTAL)

- Manager les hommes par le DD
- Identifier les parties prenantes
- Développer des stratégies d'action
- Politique d'achats responsables
- Économie circulaire
- Économie sociale et solidaire
- Décarbonation de son activité
- Organisations engagées en matière de RSE

LA POLITIQUE SOCIALE ET CULTURELLE DU CSE

- Le cadre réglementaire et monopole du CSE
- Les orientations sociales définies par la loi
- Les principes de non-discrimination
- Les tolérances administratives
- Les œuvres sociales
- Comment concourir à plus de justice sociale ?
- Commission d'attribution des aides sociales
- Réglementations sociales et fiscales

LES ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES

- Publics éligibles
- L'offre proposée aux salariés
- Saisonnalité, diversification, impacts budgétaires...
- Accessibilité aux activités sociales
- Réglementations sociales et fiscales
- Les conséquences en cas de discrimination

ENGAGER UNE DÉMARCHE RSE AU SEIN DU CSE

- Mettre en place une démarche RSE
- Création d'un commission développement durable
- Nommer un référent RSE au CSE
- Réaliser un audit pour définir une stratégie
- Participer à la promotion de la RSE au bureau
- Charte des achats responsables pour le CSE
- Cas pratique : exemples d'actions RSE

Jour 5

Responsable pédagogique



M. FABRICE ALLEGOET

Directeur de la formation au sein du groupe INGENIUM CONSULTANTS, il supervise l'ensemble des cours proposés.

Modalités pédagogiques



COURS PROJETÉ EN SALLE/VISIO
CAS PRATIQUES
TRAVAUX D'ANALYSE
QUIZ DURANT LE COURS

Moyens d'évaluation du stage



Contrôle continu (par jour)
Test final de 20 questions
Audit satisfaction apprenant
Retour d'expérience

Sanction de la formation



Attestation de présence
Condition :
Avoir satisfait à la formation
Émargement sur les 5 jours

Satisfaction des clients



De clients satisfaits
(Source DIGIFORMA 2021)

Pourcentage représentatif des 33 dernières sessions animées par notre organisme

CONTENU DE LA FORMATION **97%**

DÉROULEMENT DE LA FORMATION **98%**

EFFICACITÉ DE LA FORMATION **97%**

ORGANISATION DE LA FORMATION **97%**

PRÉPARATION DE LA FORMATION **97%**